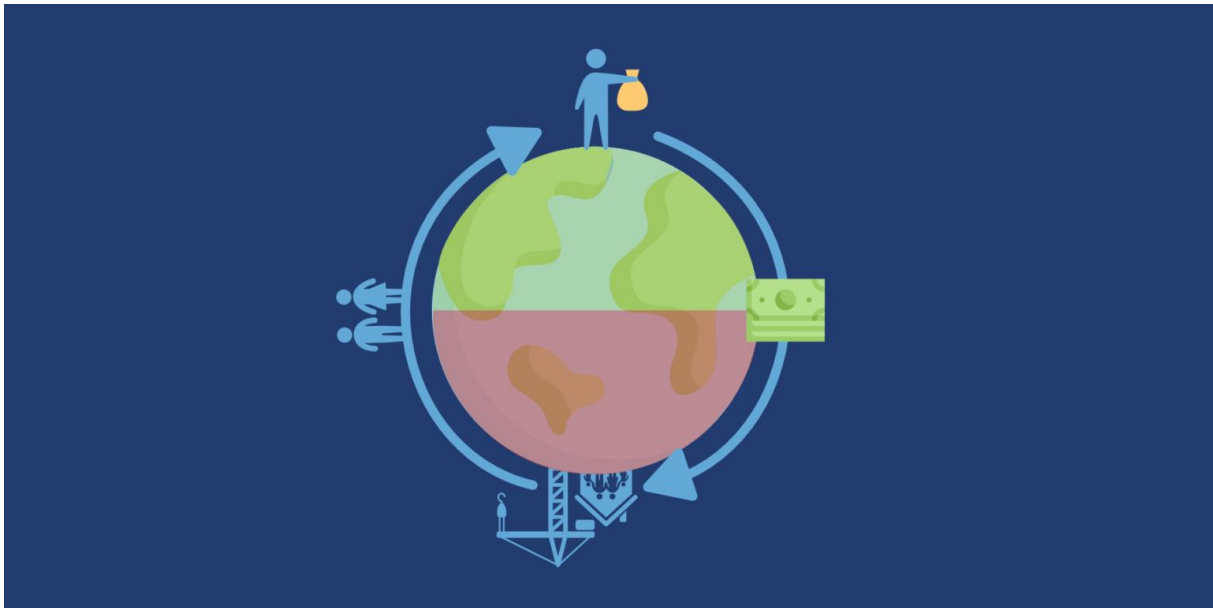


## Recherche sur la nature des transferts de fonds de migrants et leur influence sur les pays en développement (Article)



Le 16/09/2020 :

Selon la Banque Mondiale, les envois de fonds de migrants sont devenus en 2019, la principale source de financement extérieur dans les pays à faible et moyen revenu, à l'exception de la Chine [1]. Ces pays, en particulier ceux à revenu intermédiaire, disposent d'une diaspora plus importante que celle des pays à revenu faible ou à revenu élevé. En effet, les individus les plus pauvres ne possèdent pas les moyens nécessaires pour financer leur migration, et les plus riches disposent, moins souvent, d'un motif particulier qui pourrait justifier une démarche de migration [2].

Dans certains pays, le montant des envois peut dépasser 30% du PIB (en 2018, les transferts représentaient 40,7% du PIB au Tonga, 33% au Kirghizistan, 32,5% à Haïti etc.) [3]. Face à ces chiffres considérables, l'étude des effets des transferts sur l'économie du pays de départ a fait l'objet d'une littérature importante.

Certes, ils favoriseraient la croissance des pays receveurs en apportant un financement important et moins volatile que l'aide publique au développement ou les investissements directs à l'étranger [4]. Pour autant, ces transferts seraient également vecteurs d'une dépendance accrue vis-à-vis des pays d'accueil et de leur cycle économique. Ainsi, les transferts pourraient transmettre les crises des pays d'arrivée aux pays de départ et par conséquent, nuire au développement de ces derniers.

Cependant, la présence même de ces transferts peut également diminuer l'impact des crises dans l'économie de départ. Cet effet contracyclique est observé car les envois de fonds évoluent

eux-mêmes selon un schéma contracyclique : les migrants auront tendance à envoyer davantage de ressources si la situation dans leur pays d'origine se dégrade.

Il convient ainsi d'étudier les effets de ces transferts monétaires, pour comprendre la nature de leur influence sur les pays bénéficiaires et la façon dont celle-ci varie avec la conjoncture économique mondiale.

Nous étudierons d'abord la dynamique sur la croissance induite par l'importance des transferts dans les pays en développement (PED), ainsi que les effets néfastes potentiels. Puis, notre analyse montrera pourquoi les transferts sont non seulement résistants aux crises, mais ont également davantage tendance à réduire plutôt qu'à amplifier les crises dans les PED.

## **I – Un impact positif sur la croissance des PED à relativiser**

### **A. Facteur de pouvoir d'achat et de développement**

Les discussions inhérentes aux transferts monétaires des migrants, de leur pays d'accueil à leur pays d'origine, mettent tout d'abord en lumière une école dite « optimiste », issue du courant néoclassique. Selon elle, ces transferts joueraient un rôle positif pour l'économie des pays bénéficiaires [5]. Plus précisément, ils agiraient comme des stimulants de l'activité économique et de fait, comme des facteurs de développement dans les pays d'émigration. Ils permettraient notamment de soutenir la demande intérieure : l'augmentation du revenu des ménages en résultant se traduirait par un effet « multiplicateur » sur la consommation, la productivité, l'investissement et l'ouverture commerciale.

D'un point de vue davantage microéconomique, ces envois de fonds contribueraient à améliorer la situation financière des ménages qui en bénéficient. Ces derniers profitent de fait, d'un revenu supplémentaire leur permettant d'accroître leurs aspirations matérielles. Adams & al. (2005) et Adams (2006) montrent que ces transferts monétaires aident considérablement à lutter contre la pauvreté chez les ménages les plus pauvres [6]. Ils montrent par ailleurs, que les dépenses en éducation des ménages qui perçoivent ces transferts sont d'environ 50 % supérieures à celles des ménages qui n'en bénéficient pas. Ainsi, ces transferts serviraient à financer la consommation et à développer le capital humain [7].

### **B. Persistance d'effets néfastes : dépendance, corruption, instabilité financière**

Si les envois de fonds des migrants peuvent être perçus comme des stimulants de l'activité économique, ils présentent également des effets néfastes qu'il convient de considérer. Ces effets sont au cœur des arguments avancés par l'école pessimiste, opposée à l'école optimiste mentionnée précédemment. Ils portent principalement sur la forte dépendance financière que peuvent développer certains pays à l'égard de cette source de financement. En effet, les pays en développement, principaux bénéficiaires de ces transferts, peuvent devenir dépendants des performances économiques des pays développés qui accueillent leurs migrants. De fait, lorsque l'économie du pays d'accueil est en difficulté, cette dépendance peut être source d'instabilité dans les pays d'émigration. De plus, rien ne garantit que cette source supplémentaire de revenu soutienne effectivement la production locale. La hausse du pouvoir d'achat des ménages bénéficiaires pourrait donner naissance à des comportements somptuaires, boostant la demande de produits d'importation, jugés de meilleure qualité [8].

Par ailleurs, si le supplément de monnaie en circulation induit par ces transferts augmente plus rapidement que la production des pays bénéficiaires, cela pourrait conduire à une situation inflationniste, induisant de fait, une appréciation du taux de change réel. L'arrivée de devises étrangères et leur conversion en monnaie nationale engendreraient également une appréciation de cette dernière. La compétitivité-prix du pays bénéficiaire vis-à-vis du reste du monde se trouverait alors dégradée. En effet, ses produits deviendraient relativement plus chers que ceux de ses partenaires commerciaux entraînant une baisse des exportations et une hausse des importations en volume. Parallèlement, l'appréciation de la monnaie nationale diminuerait le poids, dans la balance commerciale, de chaque unité importée. Ainsi, si l'effet volume l'emporte sur l'effet prix (condition Marshall-Lerner), le pays bénéficiaire des transferts pourrait voir son solde commercial se dégrader et sa production nationale défavorisée.

C'est enfin et surtout en matière de corruption et de gouvernance que certaines études mettent en exergue les effets potentiellement néfastes de ces transferts monétaires. Ebeke (2013) évoque notamment un problème d'aléa moral chez les dirigeants politiques lorsqu'ils constatent que les ménages disposent d'un revenu supplémentaire pour satisfaire leurs dépenses [9]. Cela se traduirait, in-fine, par une baisse des dépenses publiques dont les conséquences seraient d'autant plus lourdes que la gouvernance du pays d'émigration est "mauvaise". Dans ces pays, ces sommes, normalement destinées aux dépenses publiques, seraient en réalité détournées par les dirigeants politiques pour servir leurs intérêts personnels et financer par exemple, les besoins des régimes alliés [10].

## **II – Une résistance particulièrement forte aux crises**

### **A. Les motivations sous-jacentes de ces transferts monétaires**

Pour mieux cerner le phénomène migratoire, il convient d'étudier les raisons qui poussent certains migrants à envoyer de l'argent à leurs proches restés dans leurs pays d'origine. Selon Lucas et Stark (1985), les « *leading-factors* » de ces transferts monétaires seraient en réalité une combinaison de plusieurs éléments majeurs, comme l'existence d'un altruisme intra-familial [11]. Sur ce point, il convient de se référer aux travaux de Funkhouser (1995) selon lesquels les migrants tendent à maximiser leur utilité ainsi que celle de leur famille [12].

D'autres motifs sont davantage liés à l'intérêt personnel que les migrants pourraient tirer de ces envois de fonds. Ils pourraient notamment chercher à maximiser leurs chances de recevoir un héritage, en entretenant, via ces transferts, de bonnes relations avec leurs proches (Wallsten & Clarke, 2003) [13]. Ils pourraient de plus, inciter leurs enfants à adopter le même comportement envers eux à l'avenir. Plus précisément, Cox et Stark (1984) parlent de « *demonstration effect* » pour qualifier le fait que les migrants prennent soin de leurs parents en leur envoyant des sommes d'argent et espèrent que leurs enfants adoptent le même comportement en leur faveur, une fois adultes [14].

Parmi les motifs à l'origine de ces transferts monétaires, il pourrait également s'agir du remboursement d'une sorte de dette, d'un crédit « intra-familial », accordé par les parents à leurs enfants pour les aider à migrer [15]. Enfin, ces transferts joueraient le rôle d'une assurance face aux différents chocs qui peuvent affecter les ménages bénéficiaires (désastres naturels, crises économiques, etc.) comme le montrent Stark (1991) et Stark & Bloom (1985) [16].

## **B. Résistance aux crises dans les pays d'accueil et d'origine des migrants**

Historiquement, les transferts de fonds de migrants sont contracycliques. Ils ont notamment prouvé leur résistance et leur stabilité face à la crise financière de 2008 et à l'épidémie d'Ebola de 2014 [17]. Certes impactés par ces deux chocs majeurs, et plus précisément, par l'augmentation du chômage dans les pays d'accueil des migrants entre 2008 et 2009 [18], ils ont enregistré une baisse relativement faible atteignant 6% au maximum en 2009 [19]. Selon la Banque mondiale, leur baisse durant les périodes de ralentissement de l'activité économique n'est en rien comparable aux déclinés beaucoup plus marqués de l'IDE. En effet, selon un rapport de la CNUCED, les entrées mondiales d'IDE enregistraient un recul de 37% en 2009 [20]. Les envois de fonds des migrants semblent ainsi davantage robustes face aux crises. Il convient toutefois de distinguer l'influence qu'ils exercent sur les pays bénéficiaires selon que les crises touchent le pays d'origine ou d'accueil des migrants.

Face aux crises qui touchent le pays d'origine des migrants, les transferts se montrent non seulement résistants, mais ils jouent également un rôle contracyclique. Prenons l'exemple des désastres naturels et des conflits armés pour illustrer un choc dans un pays d'émigration. Les transferts de fonds remplissent alors le rôle d'une assurance pour les ménages vulnérables à ces chocs, une source d'argent qui servirait à financer les réparations causées par une tempête, une inondation ou encore à investir dans des moyens de résilience face aux chocs climatiques. Dans le cas de la Jamaïque, Wallsten et Clarke (2003) trouvent une corrélation positive entre les dommages causés par l'ouragan Gilbert de 1988 et les envois de fonds de migrants. Ils notent par ailleurs que les ménages qui ont reçu le plus d'argent sont ceux qui ont été le plus touchés par l'ouragan [21]. De la même manière, les transferts de fonds ont augmenté dans le cas de l'ouragan Mitch qui a affecté l'Amérique centrale en 1998. Ils ont également constitué une aide très importante pour les Libanais, affectés par la guerre civile entre 1975 et 1990 [22]. Par ailleurs, dans le cas d'une crise financière, la dépréciation des taux de change qui peut en résulter compense une éventuelle légère baisse des transferts d'argent : il est moins coûteux pour les migrants d'investir dans leur pays d'origine [23].

Face aux crises affectant le pays d'accueil des migrants, les transferts monétaires font davantage preuve de résistance que de contracyclité. Ainsi, lors de la crise financière de 2008, les transferts de fonds des migrants en direction des pays en développement ont connu une baisse relativement faible de 5 %, avant de reprendre aussitôt une trajectoire croissante et dépasser les 300 milliards de dollars en 2010 [24]. Cette résistance aux chocs s'est également vérifiée lors de crises moins sévères et antérieures à la Grande Récession [25]. Elle peut non seulement être expliquée par une mobilité des travailleurs sur le marché du travail [26], mais également par leur capacité d'adaptation financière. Une étude révèle qu'ils peuvent aller jusqu'à transférer leur propre épargne ou encore réduire leurs dépenses de consommation afin de respecter leurs engagements envers leurs proches [27]. Cette capacité d'adaptation des migrants tempère ainsi l'influence des chocs macroéconomiques sur les fonds qu'ils transfèrent [28].

## **Conclusion**

Face à la crise actuelle du Covid-19, rien ne garantit que les envois de fonds de migrants fassent preuve de la même résistance que par le passé. Les prévisions indiquent même que ces transferts monétaires seraient en grande difficulté. Selon la Banque Mondiale, les envois à destination des pays à revenu faible et intermédiaire vont enregistrer la plus importante baisse de leur histoire, une chute globale de 19,7 % en 2020. Cela fragiliserait considérablement les ménages les plus pauvres, dépendants de ces fonds, notamment en Afrique subsaharienne où une baisse de 23,1

% est anticipée [29]. Sur le continent africain plus généralement, 29 millions d'individus pourraient basculer dans une situation d'extrême pauvreté suite à la crise du Covid-19 [30].

La crise actuelle met ainsi en lumière le caractère négatif de l'étroite relation de dépendance que certains pays du Sud ont développé, au fil des années, à l'égard des transferts de fonds et de ce fait, des performances économiques des pays du Nord qui accueillent leurs migrants. Cette dépendance, parfois marquée, peut constituer une dangereuse source d'instabilité économique et politique. Plus précisément, dans le cas de la crise actuelle et dans la mesure où le budget des ménages pour affronter l'épidémie se trouverait diminué, la baisse des transferts monétaires à destination des PED fragiliserait également la capacité de résilience de leurs économies. Un obstacle de plus pour ces pays, et surtout pour ceux du continent africain, qui s'ajoute à ceux des chocs climatiques et des conflits armés au Sahel, rendant plus difficile encore la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

**Auteurs : Khalil Bechchani, Rose Portier, Grégoire Sempé**

Retrouvez toutes nos productions, relues par des enseignants et chercheurs de l'enseignement supérieur, ainsi que nos actualités sur <http://partageonsleco.com>

## Références bibliographiques :

[1] Donna Barne & Florina Pirlea, « Money sent home by workers now largest source of external financing in low- and middle-income countries (excluding China) », The World Bank, 2019

<https://blogs.worldbank.org/opendata/money-sent-home-workers-now-largest-source-external-financing-low-and-middle-income>

[2] Adams H. Jr. Richard & John Page, « International migration, remittances, and poverty in developing countries », Policy Research Working Papers, 2003

<https://elibrary.worldbank.org/doi/abs/10.1596/1813-9450-3179>

[3] theGlobalEconomy.com, « Remittances, percent of GDP – Country rankings »

[https://www.theglobaleconomy.com/rankings/remittances\\_percent\\_gdp/](https://www.theglobaleconomy.com/rankings/remittances_percent_gdp/)

[4] Junaid Ahmed & Inmaculada Martinez-Zarzoso, « Blessing or Curse : The Stabilizing Role of Remittances, Foreign Aid and FDI to Pakistan », Center for European, Governance and Economic Development Research, 2013

<https://www.econstor.eu/bitstream/10419/74467/1/746309996.pdf>

[5] Soma Rani Sutradhar, « The impact of remittances on economic growth in Bangladesh, India, Pakistan, and Sri Lanka », International Journal of Economic Policy Studies, 2020

<https://link.springer.com/article/10.1007/s42495-020-00034-1>

[6] Adams H. Jr. Richard & John Page, « Do international migration and remittances reduce poverty in developing countries ? », Elsevier, 2005

[https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X05001270?casa\\_token=1w1htsfidvgAAA:fwICl3fJRb992ARymBjXfN\\_cRS0i9S3rx8pnBxcd8Dl3OJ9rrXkFODn6fKrWr1HQCTlmKrYb](https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X05001270?casa_token=1w1htsfidvgAAA:fwICl3fJRb992ARymBjXfN_cRS0i9S3rx8pnBxcd8Dl3OJ9rrXkFODn6fKrWr1HQCTlmKrYb)

Adams H. Jr. Richard, « Remittances And Poverty in Ghana », Policy Research Working Papers, 2006

<https://elibrary.worldbank.org/doi/abs/10.1596/1813-9450-3838>

[7] Sanjeev Gupta, Catherine Pattillo, & Smita Wagh, « Impact of Remittances on Poverty and Financial Development in Sub-Saharan Africa », IMF Working Paper, 2007

<https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2007/wp0738.pdf>

[8] Gilles-Marie Gislain Soumaho, « Effets des transferts de fonds des migrants sur la croissance économique des pays de l'UEMOA », 2018

<https://www.grin.com/document/448449>

[9] Christian Hubert Ebeke, « Do remittances lead to a public moral hazard in developing countries ? An empirical investigation », The Journal of Development Studies, 2013

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00807100/document>

[10] Faisal Z. Ahmed, « The Perils of Unearned Foreign Income : Aid, Remittances, and Government Survival », American Political Science Review, 2012

<https://www.cambridge.org/core/journals/american-political-science-review/article/perils-of-uneared-foreign-income-aid-remittances-and-government-survival/5628B5BF019FDBD071EBA12A8F18917D>

[11] Robert E. B. Lucas & Oded Stark, « Motivations to Remit : Evidence from Botswana », Journal of Political Economy, 1985

<https://www.journals.uchicago.edu/doi/abs/10.1086/261341?journalCode=jpe>

[12] Edward Funkhouser, « Remittances from International Migration : A Comparison of El Salvador and Nicaragua », The Review of Economics and Statistics, 1995

<https://www.jstor.org/preview-page/10.2307/2109999?seq=1>

[13] – [21] George R. G. Clarke & Scott Wallsten, « Do Remittances Act Like Insurance ? Evidence from a Natural Disaster in Jamaica », The Social Science Research Network, 2003

[https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=373480](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=373480)

[14] Donald Cox & Oded Stark, « Intergenerational transfers and the demonstration effect », Boston College Working Papers in Economics, 1994

[https://www.bc.edu/content/dam/files/schools/cas\\_sites/economics/pdf/workingpapers/wp329.pdf](https://www.bc.edu/content/dam/files/schools/cas_sites/economics/pdf/workingpapers/wp329.pdf)

[15] Bernard Poirine, « A theory of remittances as an implicit family loan arrangement », Elsevier, 1997

<https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0305750X97001216>



[16] Oded Stark, « The Migration of Labor », Blackwell Books, 1991

<https://econpapers.repec.org/bookchap/blablaboo/1557860300.htm>

Oded Stark & David E. Bloom, « The New Economics of Labor Migration », The American Economic Review, 1985

<https://www.jstor.org/preview-page/10.2307/1805591?seq=1>

[17] – [27] Dilip Ratha, Ibrahim Sirkeci, & Jeffrey H. Cohen, « Migration and remittances during the global financial crisis and beyond », The World Bank, 2012

<http://documents1.worldbank.org/curated/en/701621468149081927/pdf/693130PUB0publ067926B09780821388266.pdf>

[17] – [23] Dilip Ratha & Ibrahim Sirkeci, « Remittances and the Global Financial Crisis », The Social Science Research Network, 2011

[https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=1831716](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1831716)

[17] Amanda Bisong, Pamela Eunice Ahairwe & Esther Njoroge, « The impact of Covid-19 on remittances for development in Africa », ECDPM paper, 2020

<https://ecdpm.org/publications/impact-covid-19-remittances-development-africa/>

[18] Patrick Taran, « The impact of the financial crisis on migrant workers », International Labour Office, 2009

<https://www.osce.org/files/f/documents/6/d/36454.pdf>

[19] Dilip Ratha, Sanket Mohapatra & Ani Silwal, « Outlook for Remittance Flows 2010-11 : Remittance Flows to Developing Countries Remained Resilient in 2009, Expected to Recover During 2010-11 », The World Bank, 2010

<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/10931>

[20] CNUCED, « Rapport sur l'investissement dans le monde 2010 », 2010

[https://unctad.org/fr/docs/wir2010overview\\_fr.pdf](https://unctad.org/fr/docs/wir2010overview_fr.pdf)

[21] – [13] George R. G. Clarke & Scott Wallsten, « Do Remittances Act Like Insurance ? Evidence from a Natural Disaster in Jamaica », The Social Science Research Network, 2003

[https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=373480](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=373480)

[22] Devesh Kapur, « Remittances : The New Development Mantra ? », UNCTAD, 2004

[https://unctad.org/en/Docs/gdsmdpbg2420045\\_en.pdf](https://unctad.org/en/Docs/gdsmdpbg2420045_en.pdf)

[23] – [17] Dilip Ratha & Ibrahim Sirkeci, « Remittances and the Global Financial Crisis », The Social Science Research Network, 2011

[https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=1831716](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1831716)

[24] UNCTAD secretariat, « Maximizing the development impact of remittances », United Nations Conference on Trade and Development, 2010

[https://unctad.org/en/Docs/ciem4d2\\_en.pdf](https://unctad.org/en/Docs/ciem4d2_en.pdf)

[25] Supriyo De, Ergys Islamaj, M. Ayhan Kose, & S. Reza Yousefi, « Remittances over the Business Cycle : Theory and Evidence », Knomad Working Paper, 2016

<https://www.knomad.org/sites/default/files/2017-07/KNOMAD%20WP%2011%20Remittances%20over%20the%20Business%20Cycle.pdf>

[26] OCDE, « Chapitre 1. Migrations internationales et crise économique : comprendre les liens et élaborer des politiques appropriées »

<https://www.oecd.org/fr/migrations/mig/46292999.pdf>

[27] – [17] Dilip Ratha, Ibrahim Sirkeci, & Jeffrey H. Cohen, « Migration and remittances during the global financial crisis and beyond », The World Bank, 2012

<http://documents1.worldbank.org/curated/en/701621468149081927/pdf/693130PUB0publ067926B09780821388266.pdf>

[28] Bhupal Singh, « Workers' Remittances to India : An Examination of Transfer Cost and Efficiency », International Migration, 2010

<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/j.1468-2435.2009.00540.x>

Samuel Munzele Maimbo & Dilip Ratha, « Remittances – Development impact and future prospects », The World Bank, 2005

<http://pubdocs.worldbank.org/en/419881444766663419/Remittances-DevelopmentImpcat-FutureProspects.pdf>

[29] The World Bank, « World Bank Predicts Sharpest Decline of Remittances in Recent History », 2020

<https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history>

[30] United Nations Economic Commission for Africa, « UN says up to 29 million people in Africa at risk of extreme poverty due to COVID-19 », 2020

<https://www.uneca.org/content/un-says-29-million-people-africa-risk-extreme-poverty-due-covid-19>

Xinhuanet.com, « UN says up to 29 million people in Africa at risk of extreme poverty due to Covid-19 », United Nations Economic Commission for Africa, 2020

<https://newsghana.com.gh/un-says-up-to-29-million-people-in-africa-at-risk-of-extreme-poverty-due-to-covid-19/>